



PRÉFET DE LA MEUSE

Liberté
Égalité
Fraternité

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur - Maître d'ouvrage - Acheteur

ETAT / Préfecture de la Meuse

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Préfet de la Meuse

40 rue du Bourg

55012 BAR-LE-DUC cedex

Objet du marché

Stratégie de communication et d'appropriation citoyenne pour le projet de développement du territoire pour l'accompagnement de CIGEO

Remise des offres

Date et heure limites de remise des offres : Mercredi 16 juillet 2025, à 16h00

ARTICLE PREMIER. ACHETEUR/POUVOIR ADJUDICATEUR

L'acheteur ou le pouvoir adjudicateur est l'Etat / Préfecture de la Meuse en ce qui concerne ce marché.

Le RPA (Représentant de l'acheteur ou du pouvoir adjudicateur) est le Préfet de la Meuse.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objectif d'accompagner la Préfecture de la Meuse / Mission d'accompagnement et de coordination territoriale du projet Cigéo pour assurer l'appropriation citoyenne du Projet de développement du territoire pour l'accompagnement de CIGEO (PDT).

L'appropriation citoyenne recouvre toutes les démarches ayant pour objectif une information et une sensibilisation du grand public ainsi que des décideurs politiques et économiques locaux.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon l'article L2123-1 du Code de la commande publique (marché passé selon une procédure adaptée).

3-2. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés. Le groupement pourra adopter la forme solidaire ou conjointe. Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

3-3. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes ne seront pas autorisées.

3-4. Durée du marché et délais d'exécution

Le délai global de la mission est de 3 ans à compter de la notification du marché (voir article 3 de l'acte d'engagement).

3.5. Lieu

Lieux d'exécution des prestations : départements de la Meuse et de la Haute-Marne.

3-6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3-7. Traitement des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données» RGPD) et la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application de l'annexe 1 au CCP relative au traitement des données à caractère personnel, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de marché.

3-8. Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 4. INFORMATION DES CANDIDATS

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

4.1 Modalités de retrait et de consultation des documents

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur. Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) , profil d'acheteur, sous la référence [prefcigeo20250626](#).

4-2. Documents fournis aux candidats

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- L'avis d'appel public à la concurrence
- Le présent règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement et ses annexes :

- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et ses annexes ;
- Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

4.3 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les demandes de renseignements complémentaires et questions doivent parvenir **au plus tard 15 jours ouvrés avant la date de réception des offres**. Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires reçues en temps utile sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres

Des renseignements techniques pourront être obtenus via PLACE.

4.4 Modifications de détail au dossier de consultation

Le RPA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5. OFFRES

5.1 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Document	Observation
L'acte d'engagement	Document ci-joint (cadre à compléter, dater et signer électroniquement par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire) <i>Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.</i> Dans le cas d'un groupement conjoint, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.
Une décomposition globale du prix forfaitaire	La décomposition de prix fera apparaître le détail des personnels mobilisés, le nombre de jours affectés à chacun d'eux, ainsi que le type, le nombre et le coût unitaire des réunions prévues.
Un mémoire technique	Le candidat transmet un mémoire technique explicitant :

	<ul style="list-style-type: none"> * Compréhension de la problématique et de la commande, et réactions à la lecture du cahier des charges, notamment par rapport au contexte local. * Méthodologie détaillée employée pour mener la mission (méthode de travail, documents d'analyse, produits de sortie) * Exemples des connaissances et productions antérieures que le candidat compte exploiter dans le cadre de l'exécution du présent marché * Rôle et profil, noms et qualifications professionnelles, des membres de l'équipe qui réalisera l'étude * Planning détaillé, échéancier de l'étude . Le planning devra notamment planifier les missions par phase, les réunions de suivi (de lancement, intermédiaires, de travail, de présentation et de validation), les éventuelles sorties terrain, etc. * Note sur l'engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes
Délégations de pouvoir des personnes habilitées à représenter l'entreprise	À joindre obligatoirement lorsque le signataire des pièces du dossier est différent du représentant légal de l'entreprise.

5.2. Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

5.3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux et AGEFIPH (travailleurs handicapés)
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K-bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

5.4. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

6-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence [prefcigeo20250626](#).

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 5.1. ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, ppt, doc, xls, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être com-

pressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
- Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation.

6-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

6-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » et comporter exclusivement les mentions suivantes :

- la raison sociale du candidat *
- copie de sauvegarde pour
- la mention « ne pas ouvrir » (inscription en rouge)

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », à l'adresse suivante :

- Préfecture de la Meuse
- Mission d'accompagnement et de coordination territoriale du projet Cigéo
- 40 rue du Bourg
- 55012 Bar-le-Duc cedex

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique, les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'arrêté du 22 mars 2019. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

6-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique

- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si la copie de sauvegarde comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

ARTICLE 7. SÉLECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

La procédure avec négociation comporte en premier lieu une sélection des candidats, suivi d'une phase de négociation avec les soumissionnaires qui auront remis une offre.

Toutefois, à la suite de l'examen des offres, l'acheteur se laisse la possibilité de ne pas négocier les offres initiales.

7-1. Date et heure limites de réception des plis

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

En cas de candidatures incomplètes, le pouvoir adjudicateur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

7-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Les offres seront pondérées selon les critères suivants :

<i>Critère d'attribution</i>	<i>Pondération</i>
<p align="center"><u>Valeur technique de l'offre</u></p> <p>La note attribuée à la valeur technique de l'offre sera jugée au regard du contenu des documents fournis par le candidat et notée de la manière suivante (points maximum par item) :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Compréhension de la problématique et de la commande / Méthodologie employée pour mener la mission: 30 points * Exemples des connaissances et productions antérieures que le candidat compte exploiter dans le cadre de l'exécution 	<p align="center"><u>Valeur technique de l'offre :</u></p> <p align="center">70 points</p>

du présent marché : 5 points * Rôle et profil des membres de l'équipe qui réalisera l'étude : 10 points * Planning détaillé, échéancier de l'étude . Le planning devra notamment planifier les missions par phase, les réunions de suivi (de lancement, intermédiaires, de travail, de présentation et de validation), les éventuelles sorties terrain, etc. : 20 points * Note sur l'engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes : 5 points	
La note attribuée au montant de l'offre sera jugée en fonction de l'ensemble des offres remises selon la formule suivante : Pondération offre = $30 \times P_{\min}/P$ P : offre du candidat P _{min} : montant de l'offre la plus basse	<u>Prix :</u> 30 points

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

7.3. Audition des candidats afin de préciser l'offre

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'auditionner les candidats. Cette audition ne peut donner lieu à négociation. Les auditions se dérouleront à la préfecture de Meuse. Les soumissionnaires seront informés par courrier électronique des conditions d'organisation, de la date et de l'heure de la tenue de l'audition. Le déplacement ne sera pas pris en charge par le pouvoir adjudicateur.

7-4. Négociation

sans objet

7-5. Présentation des offres

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en chiffres et en lettres dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'articles 5.3. ci-dessus son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 8. SIGNATURE DU MARCHÉ

Le marché est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement joint au dossier de consultation. Le marché peut être signé électroniquement. Lorsque le soumissionnaire utilise la signature électronique, cette dernière doit être conforme aux exigences prévues par l'annexe MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE (article 11).

ARTICLE 9. LANGUE

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

ARTICLE 10. CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière. C.O. n° 20038. 54036 NANCY Cedex.

ARTICLE 11. MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément. Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- Dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;
- Dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés public (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers. En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :
 1. au certificat de signature électronique ;
 2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »)

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- La signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- La signature électronique qualifiée (niveau 4).

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- Sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- Sur le site de la commission européenne :

<https://ec.europa.eu/digital-singlemarket/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>)

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français. Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

Exigences relatives à l'outil de signature.

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son

annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires. Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité. Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.